



Les Français et le vote à la veille de l'élection présidentielle de 2007

Anne Muxel

► **To cite this version:**

| Anne Muxel. Les Français et le vote à la veille de l'élection présidentielle de 2007. 2007. hal-00972993

HAL Id: hal-00972993

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00972993>

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Français et le vote à la veille de l'élection présidentielle de 2007

Anne Muxel, Directrice de recherches au CEVIPOF

L'élection présidentielle est l'élection reine de la V^{ème} République, et celle du printemps 2007 devrait normalement susciter une certaine mobilisation des électeurs. Elle enregistre en effet toujours davantage de participation que n'importe quel autre type de scrutin. Mais elle n'est pas à l'abri de surprises. S'il est trop tôt pour prédire à cinq mois de l'élection un taux de participation, on peut néanmoins évoquer certains ressorts à même d'expliquer comment pourrait se fixer l'ampleur de la mobilisation et s'interroger sur les effets d'un certain nombre de paramètres à l'œuvre dans la résolution de l'inconnue de la participation.

Tout d'abord on peut s'interroger sur les effets d'un temps de campagne particulièrement long, amorcé depuis le printemps dernier. L'omniprésence médiatique du duel électoral opposant Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy va-t-elle entraîner et favoriser la participation ou au contraire lasser les électeurs et conduire une partie significative d'entre eux à se retirer de la décision finale. Ensuite on peut envisager les effets de traces mnésiques laissées par le souvenir du 21 avril 2002. L'évincement de Lionel Jospin du second tour, la présence de Jean-Marie Le Pen, dus en partie au déficit de votants plus marqué que lors des élections précédentes, jouant comme des événements traumatiques, peuvent inciter les électeurs à aller voter de façon résolue cette fois-ci.

A ces effets de conjoncture, qui peuvent modifier dans un sens ou dans un autre la part de l'abstention, s'ajoutent des facteurs plus structurels dont le poids est peut être encore plus important. Cette élection prend place dans une période de hausse constante et régulière de l'abstention depuis une vingtaine d'années. L'élection présidentielle de 2007 verra-t-elle cette tendance s'infléchir ou se stabiliser ? Ou bien sera-t-elle l'occasion de constater à nouveau l'approfondissement d'une crise profonde de la représentation politique dont l'abstention est le symptôme le plus patent ? Plus fondamentalement, la participation électorale s'inscrit dans une évolution d'ensemble des modalités de la participation politique, et le vote connaît un certain nombre de mutations dans ses usages comme dans ses significations. Même s'il reste

l'outil par excellence de l'expression démocratique, il doit compter avec d'autres formes d'expression politique, notamment protestataires. Alors que de nouveaux modes d'articulation entre démocratie représentative et démocratie participative sont recherchés par les citoyens comme par l'ensemble des acteurs politiques, le vote se trouve, sans doute davantage que par le passé, mis en concurrence avec d'autres modes d'implication civique et citoyenne. La mobilisation électorale enregistrée lors des scrutins de 2007 portera-t-elle la trace des recompositions du rapport des Français à la citoyenneté et des changements à l'œuvre dans les façons de se faire entendre par leurs gouvernants ?

Dans la seconde vague du Baromètre Politique Français (CEVIPOF/Ministère de l'Intérieur, septembre 2006), les Français ont été interrogés sur l'influence de différentes pratiques politiques sur les décisions prises en France. Ainsi peut-on évaluer d'une part la place qu'ils accordent à la participation conventionnelle, le vote, et, d'autre part, leurs avis sur d'autres formes dites non conventionnelles d'action politique, comme manifester dans la rue, faire grève, boycotter des entreprises ou des produits, discuter sur Internet dans un blog ou un forum, ou encore militer dans un parti politique. Il leur était demandé de choisir, d'abord en premier puis en second, les deux modalités de participation qui leur semblaient avoir le plus d'influence. La hiérarchie des pratiques et la façon dont elles peuvent être combinées permettent d'apprécier les usages actuels de la citoyenneté et de l'action politique.

La prépondérance du vote

Le vote est de loin toujours considéré comme l'outil par excellence d'expression démocratique, capable d'influencer les décisions politiques. Pour 59% des Français, c'est le moyen le plus efficace. Cette priorité accordée à l'acte électoral est d'autant plus forte que la population est âgée : 70% des 65 ans et plus citent le vote en premier. En revanche, la référence au vote reste majoritaire mais de façon moins prononcée dans les classes d'âge les plus jeunes : 53% des plus jeunes le désignent en premier choix.

Les clivages politiques ont une incidence sur l'importance accordée au vote. Ainsi parmi les Français se situant dans le camp politique de la droite l'acte électoral est apprécié plus favorablement que parmi ceux qui se reconnaissent dans le camp de la gauche : 69% des premiers citent le vote comme le moyen le plus influent contre 56% des seconds. Le rapport au système politique selon les proximités partisanes déclarées introduit aussi des différences significatives ; les Français se déclarant proches d'un parti de gouvernement accordent une place plus importante au vote (62% le citent en premier) tandis que ceux qui se situent comme proches d'un parti hors-système ou protestataire le privilègient moins (51% le citent en premier choix).

Un élargissement des formes de la participation politique

Si le vote est toujours prépondérant, il reste néanmoins une proportion significative de Français (40%) qui choisit en première réponse une autre modalité de participation politique, non conventionnelle : 16% considèrent que manifester dans la rue a le plus d'influence, 12% faire grève, 6% boycotter des entreprises ou des produits, 4% militer dans un parti politique, enfin 3% discuter sur Internet. La manifestation est davantage privilégiée dans les jeunes générations et apparaît en retrait dans les réponses des plus âgées : 20% des 18-24 ans la citent en premier et seulement 11% des 65 ans et plus. Mais on n'observe aucun écart significatif en ce qui concerne les autres types d'action politique. La faible attractivité des partis politiques se confirme et les Français n'accordent qu'une très faible place à l'activité militante.

L'examen de la façon dont s'articulent les modalités de la participation conventionnelle et les modalités de la participation non conventionnelle permet de caractériser plus précisément les dispositions actuelles des Français. Trois groupes peuvent être distingués : celui qui réunit une large majorité de Français (59%) pour qui la participation conventionnelle reste prioritaire, citant le vote en premier, et optant en second choix pour une autre modalité de participation,

celui composé de ceux pour qui la participation non conventionnelle est plus efficace mais qui choisissent le vote en second (14%), enfin celui plus significatif (27%) formé des Français considérant la participation non conventionnelle comme plus influente sur les décisions politiques concernant le pays et qui ne choisissent jamais le vote.

Les modalités de la participation politique ayant le plus d'influence sur les décisions prises en France (%)

	Participation conventionnelle prioritaire	Participation non conventionnelle prioritaire	Participation non conventionnelle exclusive
Hommes	57	14	29
Femmes	60	15	25
18-24 ans	53	15	32
25-34 ans	57	14	30
35-49 ans	53	17	30
50-64 ans	61	12	27
65 ans et plus	70	13	17
18-30 ans < Bac	51	13	36
18-30 ans = Bac	57	15	28
18-30 ans > Bac	54	14	32
Gauche	56	15	29
Centre	61	15	24
Droite	69	12	19
Ni Gauche ni Droite	54	15	31
Proche extrême gauche	44	15	41
Proche parti de gauche	57	15	27
Proche parti de droite	68	13	19
Proche écologie	52	12	36
Proche du FN	57	15	28
Ensemble	59	14	27

La participation conventionnelle prioritaire est d'autant plus privilégiée que l'on est âgé (70% des 65 ans et plus contre 53% des 18-24 ans), tandis que la participation non conventionnelle excluant le vote l'est davantage par les générations les plus jeunes (32% des 18-24 ans contre 17% des 65 ans et plus). Aux deux bouts de la chaîne des âges le spectre des formes de la participation politique ne s'établit donc pas de la même façon. Même si la majorité des jeunes ne remet pas en cause les fondements de la démocratie représentative, organisés à partir de la

décision électorale, une partie significative d'entre eux expérimente et privilégie d'autres modalités d'action.

Le clivage gauche-droite a une incidence assez prononcée. La gauche reste davantage porteuse d'une culture politique au sein de laquelle la protestation et la contestation ont une place importante. Ainsi les Français se situant à gauche, bien que privilégiant majoritairement la pratique du vote (56% le citent en premier), accordent-ils plus d'influence à la participation non conventionnelle que les Français se classant à droite (29% contre 19% excluent le vote de leurs réponses). Ces derniers quant à eux sont les plus nombreux à accorder la priorité à la participation conventionnelle (69%, soit 13 points de plus que parmi les Français se classant à gauche). L'attrait des pratiques non conventionnelles apparaît particulièrement marqué parmi les sympathisants d'extrême gauche (41%) qui sont une majorité à les juger comme plus influentes que le vote. Plus du tiers des sympathisants de l'écologie (36%) optent aussi pour un répertoire non conventionnel d'action politique.

Le rapport des Français à la politique reste donc encore assez largement empreint de malaise face au système représentatif et le paysage d'une France protestataire semble être la toile de fond de la campagne électorale. Dans les jeunes générations, mais aussi dans la mouvance de la gauche, et notamment de la gauche radicale, des formes d'expression et de participation politiques débordant le cadre de l'élection peuvent être privilégiées et à tout moment réactivées.

A quelques mois de la présidentielle, un doute sur l'efficacité de la mobilisation électorale pèse assez lourdement. Quatre Français sur dix ne considèrent plus le vote comme un outil privilégié pour influencer les décisions prises en France. Quelles pourront alors être leurs motivations pour aller voter ? S'il ne faut bien sûr pas présager trop vite des actes en fonction des représentations auxquels ils sont associés, l'on ne peut néanmoins faire l'impasse sur ce paramètre majeur de l'équation de l'abstention.